

## LE DEPARTEMENT DE L'OISE DE 1940 A 1944

### Aspects économiques et sociaux.

F. ROSENZWEIG

Il y a 45 ans, lorsqu'il doit affronter une fois de plus la guerre, ce département semble toujours vivre en grande partie à l'heure du 19<sup>e</sup> siècle. Il est encore largement agricole, comme plus de 66% de sa population, et si l'industrie est bien présente, elle offre une indiscutable dualité, puisqu'à côté des puissantes usines du bassin creillois, demeure une industrie rurale toujours vivante bien qu'elle ait déjà entamé son déclin, notamment dans le canton de Méru.

Avant poste de la région parisienne, à ce titre directement impliqué dans les opérations de la guerre, quelle en soit la nature, le département de l'Oise subit de plein fouet le choc de 1940, les effets souvent amplifiés de "l'occupation" qui a juxtaposé sur son territoire l'autorité allemande et celle de l'Etat Français, puis la fièvre de la Libération, qui laisse le département amoindri dans sa population, dans ses ressources agricoles, dans ses moyens de communications, surtout que la région joue alors un rôle vital dans les échanges entre Paris et les poumons industriels que représentent à l'époque le Nord et l'Est, antichambres de la "Lotharingie industrielle".

Pendant ces quatre années, le département de l'Oise, en raison de cette situation géographique privilégiée, sert de réservoir en ressources et en main d'oeuvre, sûrement plus que d'autres départements, plus éloignés de la "Via Germanica".

#### I. Le choc de 1940.

Lorsque, dans le cadre de la loi de juillet 1938 sur la Nation en état de guerre, les notables du département se réunissent le 25 septembre 1939, leurs seules inquiétudes concernent la main d'oeuvre agricole. Ils souhaitent aussi limiter l'ampleur des réquisitions militaires et n'envisagent qu'une "marche rapide à la victoire".

Huit mois plus tard, l'Oise est en flammes : dans la hiérarchie des départements atteints par la guerre, l'Oise est classé au 5<sup>e</sup> rang.

- 5 013 immeubles sont détruits,
- 11 669 sont endommagés.

Les centres des villes de Beauvais, de Compiègne sont en ruines.



Compiègne après les bombardements de juin 1940

Le dixième de la population du département est sans abri. 23 communes doivent présenter un plan de reconstruction. Du 20 mai au 9 juin, l'Oise a subi des destructions massives qui atteignent durablement ses forces vives. Après avoir déserté les villes, où la vie sans eau, sans gaz, sans approvisionnement, sans aucune sécurité, n'était plus possible, leurs habitants reviennent dès la fin du mois de juin. Mais la vie économique est désorganisée.

Les moyens de communication sont peu utilisables.

Entre le 1<sup>er</sup> et le 7 juin, les principales gares et voies ferroviaires ont été bombardées : Creil, Beauvais, Crépy...

Les ponts qui traversent l'Oise sont détruits. Bon nombre d'établissements industriels sont hors d'état de fonctionner à la suite des bombardements.

En septembre 1940, selon une enquête de l'époque :

- dans le Beauvaisis, les installations de la Viscose, de la MFTG sont détruites en partie, comme des usines textiles à Grandvilliers et à Marseille-en-Beauvaisis.

La région de Méru n'a pas été épargnée.  
- dans le bassin Creillois, les Forges et Tréfileries de Montataire, les usines Saxby, Cerabati Pont-Sainte-Maxence sont quasiment détruits tout comme près de Compiègne, l'usine Traga à Thourotte, une fonderie à Cuise la Motte etc....

Le potentiel industriel est matériellement endommagé.

Et c'est l'ensemble de la vie économique du département qui est atteinte par l'arrêt prolongé des échanges. La mise en place des deux zones, avec la lourdeur des démarches administratives qu'elle entraîne pour l'obtention d'un laissez passer, même si l'autorité occupante reconnaît la légitimité du motif économique invoqué, gêne considérablement la production et le commerce. Et à l'automne 1940, on peut dire qu'aucune entreprise ne fonctionne normalement moins par pénurie de main d'oeuvre que par manque de matières premières, d'énergie et de moyens de transport. Dans l'agriculture, le manque de bras et d'énergie aboutit à l'abandon de certaines terres, voire d'exploitations entières.

## II. La remise en route et les effets de l'occupation.

La remise en route s'effectue à partir de l'automne 1940.

Les "évacués" sont rentrés, au moins à proximité de leur maison détruite, mais le département compte 14.800 hommes en moins, prisonniers dans les stalags.

Leur absence est durement ressentie dans l'agriculture, car lorsque l'autorité occupante exige une enquête sur les terres inexploitées ; les maires invoquent comme explication l'insuffisance de la main d'oeuvre dans les exploitations.

Surtout cette remise en route s'effectue dans un cadre nouveau : une nouvelle organisation économique s'établit, autoritaire et dirigiste. La loi du 16 septembre 1940 crée un organisme de répartition des produits industriels, en fait des matières premières et celle du 16 août avait établi les **comités d'organisation**.

Dans un pays privé de ses approvisionnements traditionnels, soustrait aux courants habituels du commerce mondial, il s'agit de contrôler les ressources, d'orienter la production et de la contrôler au plus près. Et l'on convie les chefs d'entreprise de l'Oise à venir écouter à Creil la nouvelle bonne

parole "économique". L'Etat contrôle désormais étroitement les répartiteurs et les prix ; de 1940 à 1944, une grande partie des actes préfectoraux concerne le coût de telle ou telle denrée. Les salaires semblent avoir été moins surveillés.

Facilitée par des prêts au démarrage, insuffisants en nombre selon la Chambre de Commerce d'Industrie de l'Oise, cette remise en route s'inscrit dans un contexte de pénurie, notamment énergétique.

### **La disette de charbon est extrême;**

La France doit se suffire à elle-même (elle importait 25 MT sur 65 en 1939) et l'Oise dont les besoins s'élèvent à 26.000 - 30.000 t par mois ne reçoit que 8 000 t qui, de fait, se réduisent à 5 500. Théoriquement, l'armée allemande recevait ses propres trains de charbon mais en pratique elle prélève souvent, peut-être par commodité, des quantités importantes sur les contingents alloués aux entreprises proches des cantonnements. Successivement aussi, les compagnies de gaz et d'électricité, encore privées à l'époque, diminuent les quantités distribuées. Enfin cette **remise en route est sélective**.

Tant du fait de l'Etat Français que des autorités allemandes, certaines entreprises ne peuvent rouvrir ou ne peuvent le faire que sous certaines conditions. Mis à part le cas des entreprises juives qu'il faudrait étudier de près, plusieurs usines sont maintenues fermées à l'automne 1940 :

- Etablissement Louyot à Bornel (qui approvisionnait l'usine Saxby à Creil) et l'usine de la Société Anonyme des peintures techniques, toujours à Bornel.
- Etablissements Marinoni à Creil,
- La Compagnie Française des Métaux à Sérifontaine,
- L'usine "Cléo" à Mouy (chaussures),
- Les fonderies Montupet.

Dés la fin de 1940, l'exploitation économique liée à l'occupation se fait sentir :

- Les Allemands prennent en main directement certaines entreprises. Le cas le plus connu est celui de Francolor. Revanche sur les conséquences de la 1<sup>o</sup> guerre mondiale, l'IG. Farben reprend à son compte les installations de Kühlmann à Villers St Paul, tout comme elle contrôlera étroitement l'usine de Villers St Sépulchre (des témoins affirment qu'on y fabriquait le fameux zyklon B).

SECOURS NATIONAL

Fournitures de <sup>1500 705</sup> SG 22  
**Vêtements, Articles Textiles et Chaussures**  
**aux**  
**Sinistrés, Réfugiés, Pillés ou Nécessiteux**  
**secourus**

Délégation de :

(Lieu de paiement)

Cet exemplaire complété par le fournisseur, émargé par le bénéficiaire, sera retourné à l'adresse ci-dessus aux fins de règlement.

Bon N° 11129 A

Seul cet exemplaire fait foi pour les règlements.

Délivré le :

(Écrire en lettres bâton)

à M

(Nom)

(Prénoms)

, né le

Résidant actuellement à : adresse :

~~Pillé~~ Réfugié allocataire : Carte N°

Titulaire de la Carte de Textile N° 90113

~~Nécessiteux~~ Sinistré allocataire : Carte N°

(Rayer les mentions inutiles)

Titulaire du coupon d'achat N°

Pour percevoir

délivré par la Mairie de

chez :

(Nom du Fournisseur)

(Adresse)

Les Articles suivants :

Nombre	Désignation	Prix approximatif	
		unitaire	global

Le Facture du Fournisseur			
Nombre	Désignation	Prix marqués	
		unitaire	global
2	Chemises	65,00	130,00

Pour une valeur maximum de ... 100

(Répéter en lettres)

à récupérer sur :

Direction des Réfugiés.  
(Ministère de l'Intérieur)

(Rayer la mention inutile)

Caisse des Écoles de :

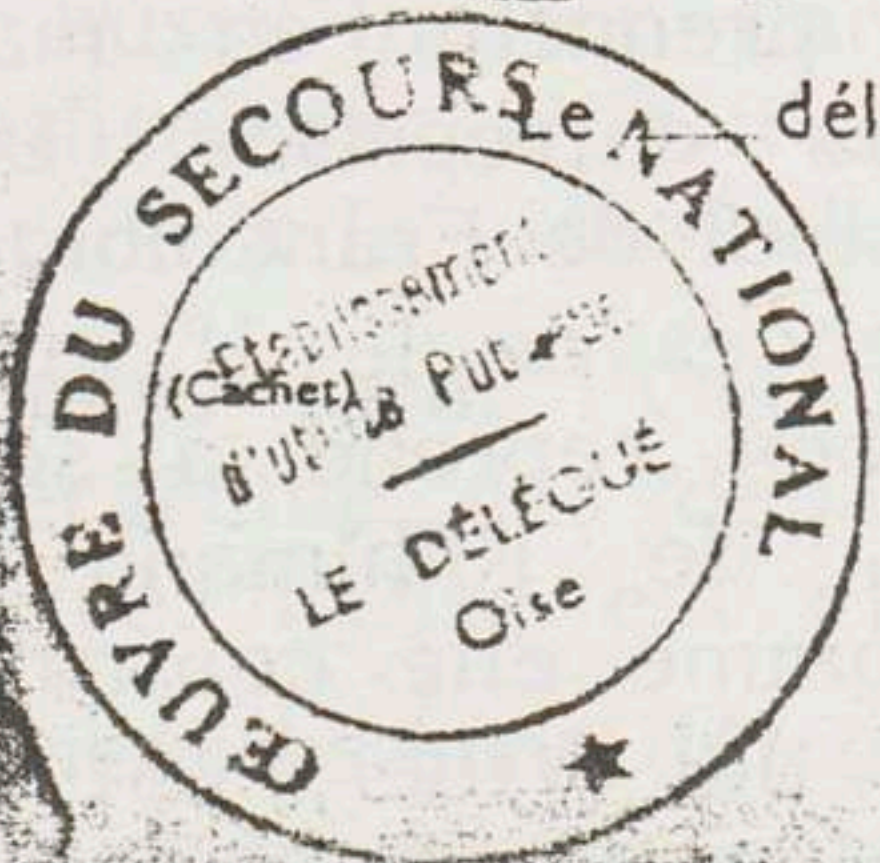
Fait à

le

Déclaration du bénéficiaire :

Je soussigné, déclare que les marchandises ci-dessus, indispensables à mon état et n'existant pas déjà en ma possession, m'ont été fournies conformes aux prix marqués. (Toute vérification ultérieure prouvant une fausse déclaration rend l'intéressé passible des sanctions prévues par la Loi.)

(Date et Signature du Bénéficiaire)



(Signature)

Le Délégué  
 pour le Département  
 de l'Oise  
 Morly

Beurden

- Les Allemands saisissent des stocks de matières premières : des métaux à Bornel, des produits chimiques chez Kühlmann etc...

- Ils réquisitionnent des usines pour les besoins de l'armée de l'Air comme l'usine de la Compagnie Française des métaux à Sérifontaine et les Fonderies Montupet. La raffinerie de Bresles (sucrierie) est également réquisitionnée à l'usage de l'armée allemande.

- Fermeture ne signifie pas toujours cessation d'activité car la main d'oeuvre de ces entreprises est parfois astreinte à travailler (48 h. par semaine pour l'occupant à Bornel dès 1940).

Ils semble que les fermetures d'entreprises (10 000 en France en janvier 1943, aboutissent de fait à un phénomène de concentration, dont on retrouve l'écho indirect dans la presse départementale à travers les publications d'augmentation de capital de Franco-lor, Kühlmann, Englebert à Clairoix etc... On trouve aussi dans le courrier administratif de l'époque des lettres d'entrepreneurs se plaignant de ne pas bénéficier des marchés allemands (une grande entreprise mécanique de Creil par exemple).

Dans l'état actuel des recherches, il est difficile de mesurer l'ampleur des prélèvements allemands dans l'Oise : indiquons qu'en juin 1941, la Préfecture de l'Oise versait aux individus concernés par les réquisitions allemandes la somme globale de 6.167.033 F. et que l'on évalue les ressources drainées par les Allemands à 30% de la production nationale.

De fait ces prélèvements ont concerné aussi bien les produits alimentaires (le beurre et le fromage à la coopérative de Hermes) que le bois, les immeubles, le charbon, les carrières, tandis que la population de l'Oise, celle des villes surtout, souffre de pénurie. De 1940 à 1944, les rations officielles diminuent régulièrement, notamment en ce qui concerne la viande (de 150 g à 90 g par semaine) et les matières grasses. Les maigres rations sont encore diminuées par l'absence d'approvisionnement, notamment en 1942. En février, les régions économiques, création récente du nouveau régime sont divisées en zones excédentaires, équilibrées ou déficitaires. L'Oise étant classée excédentaire doit produire un contingent assurant ses propres besoins et un contingent supplémentaire de nature "nationale".

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE - DIRECTION REGIONALE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

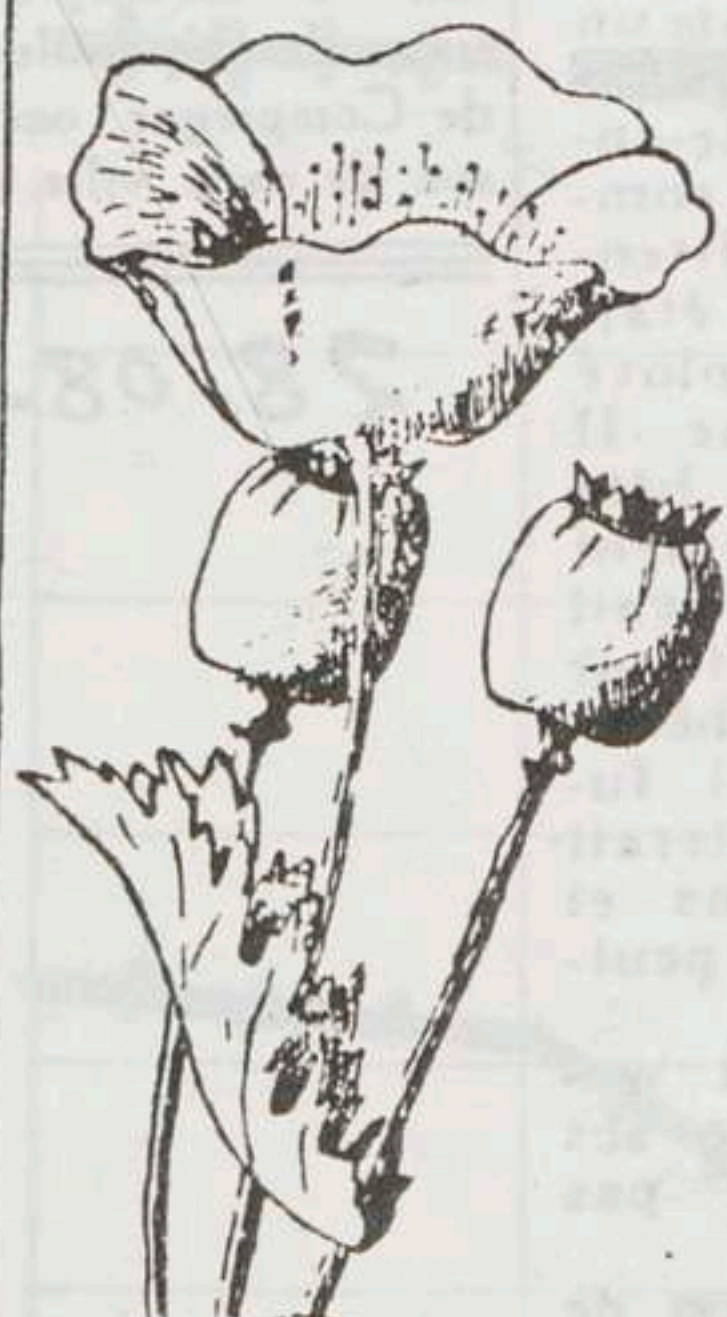
# LES OLÉAGINEUX DE PRINTEMPS

DANS LA RÉGION DE LAON

AISNE - ARDENNES  
OISE - SOMME

## ŒILLETTE CAMELINE - MOUTARDE

Comment les cultiver ?  
Comment les réussir ?



Pour avoir de l'huile pour vous

Pour donner de l'huile à tous

**CULTIVEZ les OLEAGINEUX de PRINTEMPS**

On comprend alors que dans la semaine du 20 février 1942, les magasins aient été absolument vides, au point que les femmes de Beauvais soient allées en délégation protester à la Préfecture et exiger de la nourriture pour leurs enfants (1).

Conséquence de la pénurie, l'inflation, malgré le contrôle des prix.

Pour quelques produits alimentaires de base, les prix officiels doublent ou triplent de 1940 à 1944.

Si l'on s'en tient aux arrêtés préfectoraux :

- le prix du poulet passe de 1940 à 1944 de 26-30 F. le kg à 61 F,
- le kilo de pommes de terre de 1 F 40 à 5 F 70,
- le lait de 1 F 30 à 4 F 40 etc...

La réalité quotidienne est différente puisqu'un kilo de beurre vendu officiellement dans l'Oise (les prix officiels étaient fixés par chaque préfet et différaient d'un département à l'autre) 77 F en 1944, en valait 500 au marché noir. Un kilo de viande vendu théoriquement 50 F pouvait être acheté 300 F.

Dans le même temps, les salaires varient de 12 à 1 500 F et semblent même avoir baissé :

- 1 500 F en 1939,
- 1 200 F en ville en 1941,
- et 1 050 F à la campagne,
- 1 000 F par mois pour un homme en 1942 et 800 F pour une femme.

En revanche, le salaire dépasse largement 2 000 F lorsqu'il est versé par les autorités allemandes et les chefs d'entreprise se plaignent de cette concurrence déloyale.

Prélèvement des ressources mais aussi **prélèvement des hommes** :

- 1 500 volontaires environ ont choisi d'aller travailler en Allemagne, la plupart marginalisés pour des raisons diverses.
- 4 700 sont partis au titre du STO.

Bien sûr des prisonniers sont rentrés, mais en 1945, la population a baissé : 395 000

(1) Les conditions de vie sous l'occupation sont trop connues pour qu'on s'y étende. Précisons toutefois que l'on vend du poisson à Beauvais pour la 1ère fois depuis 2 ans en mai 1942 ; que la ration de matières grasses était officiellement de 100 g par semaine. Et qu'en 1941, la ration de viande était de 200 g à Paris (ration hebdomadaire), de 150 g dans la Somme et l'Aisne et de 70 g seulement dans l'Oise. En 1942, le contingent d'oeufs était généralement fixé à 2 ou 3 par mois !

## Un important trafic de marché noir découvert à Milly-sur-Thérain

Depuis un certain temps, la gendarmerie de Marseille et le service du ravitaillement étaient sur les traces d'un nommé [REDACTÉ] Oscar, coiffeur, demeurant à Paris, 16, rue des Martyrs, qui avait attiré l'attention par ses voyages fréquents, entre Milly et Paris, avec deux valises lourdement chargées. Pour dépiéster les recherches, [REDACTÉ] changeait de costume et aussi de direction, partant tantôt en direction du Tréport, descendant à St-Omer ou à d'autres stations pour reprendre l'express de Paris.

Il ne devait pas tarder à tomber entre les mains de la justice.

Pendant plusieurs jours, la vigilance des gendarmes ne se ralentissant pas devait trouver sa récompense. Un beau jour, [REDACTÉ] fut aperçu. Montant dans le train, il descendit avec son précieux fardeau à Gaudechart, laissant sur le quai ses valises, tandis qu'il allait prendre un billet au guichet.

Le gendarme qui l'avait suivi lui demanda alors le contenu de ses bagages. Notre voyageur, devant cette question, ne se troubla un seul instant. « Je ne possède aucune bagage et ces valises ne m'appartiennent pas », répondit-il.

Loin de se laisser désorienter, le gendarme procéda à la fouille et tira un trousseau de clefs dont l'une allait parfaitement sur la valise. L'ayant ouverte, de beaux quartiers de veau apparurent.

S'apercevant qu'il était pris, [REDACTÉ] entra dans la vole des aveux.

On sut ainsi que cette viande, sans ticket, bien entendu, était par lui achetée 65 francs le kilo et revendue à Paris, à quel prix ? sans doute avec un gros bénéfice.

Une visite à la baraque de pêche qu'il possédait à Milly fut édifiante. Dix peaux de mouton et trois de veau furent retrouvées encore toutes fraîches. Le lieu servait d'abattoir. Les bêtes amenées là, étaient tuées par un commis boucher, nommé [REDACTÉ]

[REDACTÉ] 19 ans, de Marseille-en-Beauvais, qui, après avoir commencé ce travail par intermittence, avait fini, une fois qu'il était en chômage, à y être employé presque 4 jours par semaine. Il touchait 50 fr. par tête de bête abattue. Ses frais de déplacement étaient en plus. [REDACTÉ] avait aussi eu recours à un autre tueur pour abattre ses dernières bêtes. Le nombre d'animaux qui furent ainsi sacrifiés se monterait à une centaine de moutons et une vingtaine de veaux, peut-être davantage.

Le coiffeur-boucher s'est refusé à donner les noms de ses fournisseurs, qu'il dit ne pas connaître !

Il a été écroué à la prison de Beauvais.

27.01.1942

## LES AFFAMEURS DU PEUPLE

### Un cultivateur de Montherland pratiquait le marché noir

### sur une grande échelle

Un jour ou l'autre, on finit par être pris ; c'est ce qui est arrivé à [REDACTÉ] cultivateur [REDACTÉ] à Montherlant.

De nombreux animaux ont été abattus, cochons, moutons, génisses, étaient revendus à des prix prohibitifs.

Tout à une fin, ayant vendu à un de ses ouvriers 70 kg. de porc à raison de 100 francs le kilo (7.000 fr., c'est un peu cher), plainte fut donc déposée. On sut par l'enquête que 7 cochons avaient depuis peu pris le chemin de Chantilly.

Trois à quatre moutons étaient sacrifiés chaque mois, les veaux suivaient à la même cadence.

Des pommes de terre étaient vendues à des pauvres mères de famille à raison de 6 fr. le kilo, 400 grammes de mouton pour 42 francs, etc...

Le beurre suivait, sur la même échelle. Sur 230 litres de lait de moyenne par jour, 130 litres étaient détournés par le peu scrupuleux personnage, qui vendait ainsi le beurre à 80 et 100 fr. le kilo. Un témoin à même vu donner (!) 4 kilos pour 2.000 fr !

Les quintaux de blé destinés à être transportés en Belgique étaient chargés sur des camions, dissimulés sous des planches et vendu à raison de 800 fr. le quintal. Ce chargement était effectué par un habitant de Warluis, nommé D... qui reconnut avoir reçu quelques billets de mille pour ce travail.

Le parquet, saisi, a ordonné aussitôt l'arrestation de cet affameur qui, malgré ses dénégations, a été écroué. Ces faits sont graves et entraîneront pour leur auteur, des peines sévères et certainement des sanctions administratives.

Il n'est pas permis de prôner des circonstances pour édifier une fortune sur le malheur des pauvres gens.

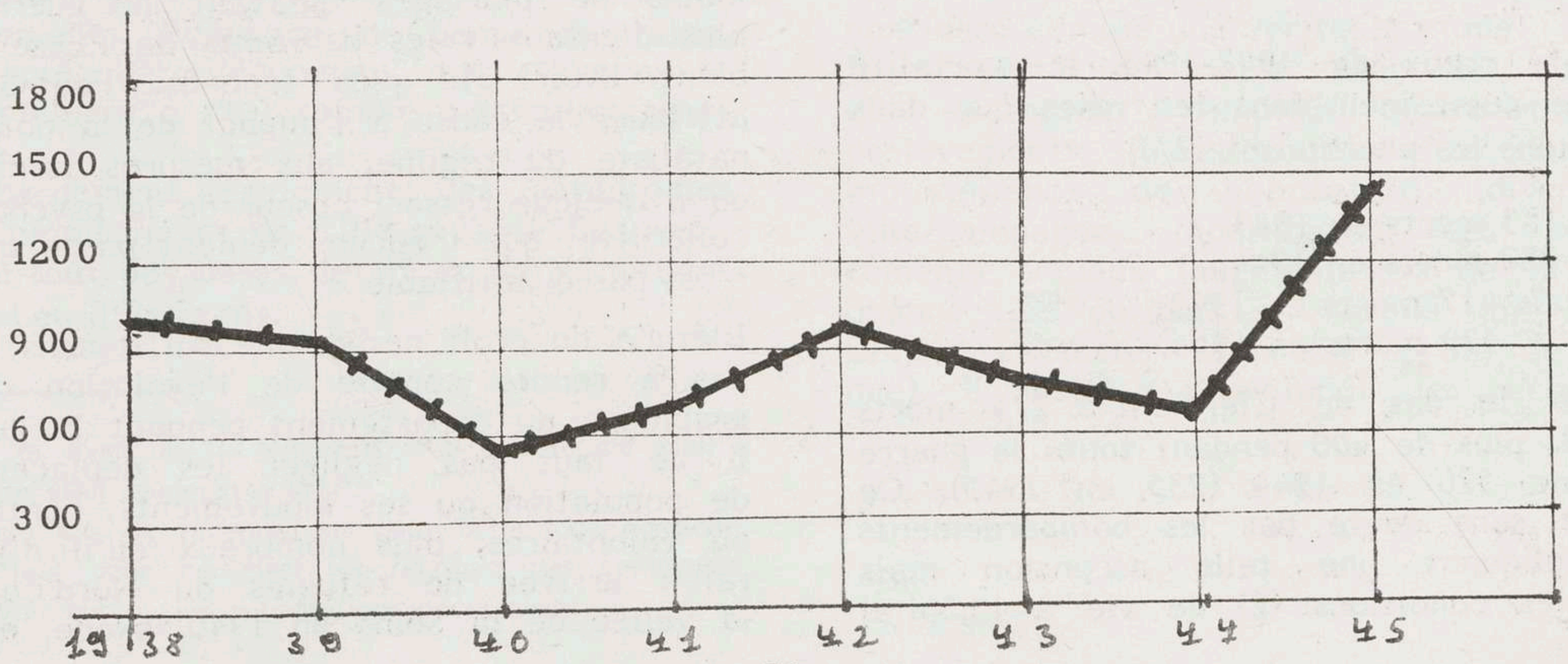
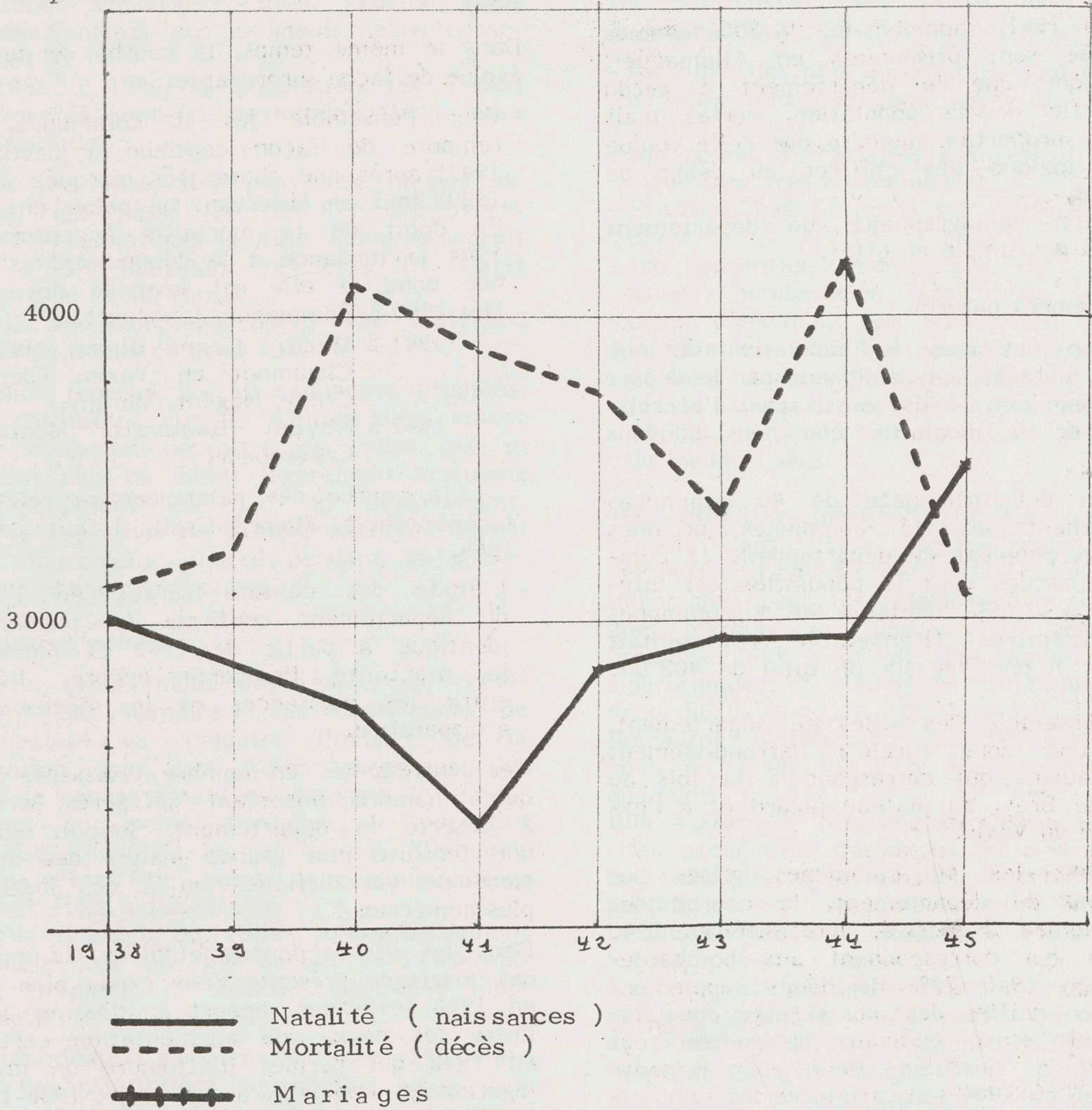
### LA BICHE COUTERA CHER

Les nommés [REDACTÉ], 52 ans, et [REDACTÉ] 25 ans, demeurant à Béthisy-St-Pierre, surpris en train de dépouiller une biche en forêt de Compiègne, ont été écroués à la prison de cette ville.

28.08.1942

Population

OISE ( échantillon de 40 comm. )



en 1945 soit un déficit de - 7 000 par rapport à 1939.

Mais en 1941, rappelons-le, 14 800 hommes de l'Oise sont prisonniers en Allemagne ! C'est donc que le département a perdu une partie de sa population, certes mais dans une proportion moindre que celle voulue par la logique des chiffres du début de la guerre.

L'évolution démographique du département ne paraît pas simple en effet.

### Le mouvement naturel.

De toute évidence, la population diminue de 1939 à 1941, non seulement par le départ des prisonniers, mais aussi par l'accroissement de la mortalité que nous pouvons saisir :

- sur un échantillonnage de 40 communes comprenant les 13 communes urbaines les plus peuplées du département, 18 communes rurales dont la population est inférieure à 2 000 habitants et 9 communes intermédiaires (l'ensemble représentait 152.877 h en 1936 sur un total de 402 000 environ)
- sur l'ensemble des villes du département,
- dans une zone rurale : l'arrondissement de Beauvais qui correspond à la fois au pays de Bray, au plateau picard et à l'extrémité du Vexin.

Concernant les 40 communes prises sur l'ensemble du département, la courbe des décès montre 2 pics de mortalité en 1940 et 1944 qui correspondent aux bombardements : en 1940 28% de décès supplémentaires. Le chiffre des morts reste constamment plus élevé qu'avant la guerre tout en déclinant jusqu'en 1943 puis remonte à nouveau en 1944 sans atteindre les sommets de 1940.

Après le creux de 1942-1943, la mortalité remonte aussi bien dans les villes que dans les cantons les plus ruraux :

- Creil 183 morts en 1943  
382 morts en 1944,
- Beauvais 417 morts en 1943  
539 morts en 1944.

A noter le cas de Clermont : 275 morts en 1938, plus de 400 pendant toute la guerre et même 520 en 1944 (235 en 1945). Ce ne sont sans doute pas les bombardements qui expliquent une telle ascension mais plutôt les conditions (2) de vie à l'hôpital

psychiatrique (sous-alimentation ou malnutrition).

Dans le même temps, la courbe de natalité évolue de façon surprenante.

- Pour l'ensemble des 40 communes, elle remonte de façon continue à partir de 1941, après une chute très marquée depuis 1939, tout en observant un palier en 1944. En dépit de la mortalité accentuée de 1944 la tendance à la dépopulation s'atténue donc et elle est inversée dès 1945,
- Dès 1940 à Compiègne, Liancourt,  
1941 à Méru, Grandvilliers, Breteuil, Chaumont en Vexin, Clermont, Crépy, Nogent, Margny,  
1942 à Noyon, Beauvais, Montataire, Crèvecœur,

la courbe des naissances se relève de façon notable. Mais à Creil, il faut attendre 1944.

- L'étude des cantons ruraux de l'ouest du département confirme un phénomène identique à partir de 1942 et même si la mortalité l'emporte encore, l'écart entre les naissances et les décès tend à disparaître.

Ces nouveau-nés en nombre croissant, alors qu'un nombre important de pères virtuels a déserté le département, sont-ils dûs à une fertilité plus grande malgré des conditions de vie difficiles ou à des mariages plus nombreux ?

Dans les 40 communes étudiées, la courbe des mariages présente deux creux bien nets en 1940 (61% par rapport à 1938) et 1944. Entre les deux, une augmentation certaine en 1942 qui permet d'atteindre un niveau légèrement inférieur à celui de 1938-1939. Moins de mariages qu'avant la guerre et plus d'enfants : les habitants de l'Oise semblent avoir été plus féconds. Peut-on en attribuer la cause à l'impact de la politique nataliste du régime, aux mesures familiales ou à quelque ressort obscur de la psychologie collective, que d'aucuns dénie parce qu'elle n'est pas quantifiable ?

L'étude du croît naturel ne suffit sans doute pas à rendre compte de l'évolution démographique du département pendant la guerre. Il ne faut pas négliger les déplacements de population ou ses mouvements, contraints ou volontaires, plus nombreux qu'il n'y paraît : arrivée de réfugiés du Nord ou de la vallée de la Seine en 1940, exode, départ

de volontaires pour l'Allemagne, STO, fuite des zones bombardées aussi. Peut-on saisir ces mouvements ou au moins leurs conséquences ?

De 1936 à 1946, la population des 3 puis 4 arrondissements a nettement fléchi dans trois secteurs :

- celui de Beauvais, dans les limites de 1946, est passé de 126 671 à 109 454 (17 217) alors que la ville même s'accroît de 4 287 nouveaux résidents (il s'agit donc d'un exode rural).
- celui de Compiègne perd 186 individus,
- celui de Senlis en perd 532.

Si l'on reprend les 40 communes étudiées, nous constatons que 25 d'entre elles voient leur population décroître et celles qui se gonflent plus ou moins légèrement se situent essentiellement au Sud du département, dans la mouvance de Creil-Chantilly. S'agit-il d'un mouvement amorcé pendant la guerre ou d'un phénomène nouveau ?

### Des années noires.

Pénurie, prélèvement des ressources, prélèvement des hommes : aux souffrances de l'occupation va s'ajouter **l'impact de la Libération** que les Alliés préparent dès avant le débarquement en essayant de détruire, ou au moins d'entamer le potentiel militaire, productif au service des Allemands et le réseau de voies de communications qui leur était indispensable.

Dans la stratégie des Alliés, le bombardement préalable joue un rôle décisif et l'Oise devient à partir de février 1944 une cible de choix :

- Bombardement répétés des voies ferroviaires, des installations industrielles.  
De mars à juin 1944 Creil subit 52 bombardements, Beauvais une bonne trentaine. La voie Paris-Maubeuge qui traverse le département à l'est semble particulièrement visée.
- Bombardement également des aérodromes de Compiègne et de Tillé près de Beauvais, et surtout des bases de V1 et de V2 situées à St-Leu d'Esserent.

Lorsque la Libération survient enfin, le 1er septembre 1944 l'Oise est sinistrée à tous égards :

- ses villes les plus importantes sont détruites ou n'existent que sous forme de baraques,
- son réseau ferroviaire, son réseau téléphonique sont très endommagés.  
Précisons que 67 ponts sur l'Oise n'existent plus.
- son potentiel économique est atteint : usines bombardées, agriculture exsangue (dans l'ensemble les productions agricoles ont diminué d'un bon tiers, faute d'engrais et aussi de main d'oeuvre. Seuls ont augmenté la surface des jachères, passées de 11 798 ha à 15 120 ha et la production de légumes secs !).

1940-1944 : 4 années "difficiles", particulièrement dans l'Oise, cette région proche de Paris, traversée par une artère fluviale importante pour les relations avec l'Allemagne, marquée par une activité industrielle précieuse aux yeux de l'occupant (activité sidérurgique et chimique notamment, cf. Francolor).

Bombardée sévèrement en 1940 puis à nouveau en 1944, l'Oise a été atteinte physiquement.

Elle a servi de réservoir commode aux autorités occupantes qui y ont puisé des vivres, la richesse agricole du département s'y prêtait, qui ont largement utilisé les installations industrielles existantes - sans oublier les hommes -

En ce sens, le cas de l'Oise est exemplaire et témoigne de l'exploitation économique et humaine qui sous-tendait l'idée de la "nouvelle Europe" nazie.

Ajoutons que ce petit texte ne peut être considéré comme une véritable étude.

Il est plutôt destiné à cerner les questions qui se posent : ampleur quantitative des prélèvements, transformations économiques, mouvements de population, divergences ville/campagne, modification des comportements sociaux (augmentation de la délinquance liée ou non au marché noir comme semble l'attester la presse locale de l'époque). Il reste à approfondir les recherches.

(2) Cf le livre de F. MALPERO "Le sourire du chat". Son oncle était médecin à l'H.P.

Il n'existe pas de recensement pour la période considérée. Il faut donc consulter les registres des communes après avoir obtenu les autorisations nécessaires.



# SYSTÈME D

As-tu labouré pendant des années et des années pour dépenser tes économies en peu de temps ?

Débrouille-toi, gagne de l'argent au lieu de le dépenser. Augmente tes réserves.

Va travailler en Allemagne avec tes copains !

Vous recevrez, sans engagement de votre part, tous les renseignements utiles au Bureau Allemand de Placement auprès de la Kreiskommandantur de Beauvais.

3882 0.



Prisonniers de guerre français en gare de Compiègne, rapatriés au titre de la "Relève" - en échange de volontaires partant travailler en Allemagne (à raison d'1 contre 3).

(Photo de propagande officielle 1942)

